



N° d'affaire : 25011

Etude et fourniture d'un support baie pour pot vibrant au profit de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique (AIA) de Cuers-Pierrefeu.

Marché Public de Fournitures

Cahier des Clauses Administratives Particulières

MAITRE DE L'OUVRAGE

ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE CUERS-PIERREFEU
Chemin de l'aviation
Service Administratif
83390 PIERREFEU DU VAR

Objet de la consultation

Etude et fourniture d'un support baie pour pot vibrant au profit de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique (AIA) de Cuers-Pierrefeu.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Sommaire

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
1.1. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ.....	4
2. OBJET – DESIGNATION - PRIX	5
2.1. OBJET DU MARCHÉ	5
2.2. DESIGNATION DES PRESTATIONS.....	5
3. CARACTERE DES PRIX	5
3.1 CONTENU DES PRIX ET FORMALITES DOUANIERES.....	5
3.1.1 CONTENU DES PRIX.....	5
3.2 DATE D’ETABLISSEMENT DES PRIX	6
3.3 TYPE ET FORME DES PRIX.....	6
3.4 ACTUALISATION DES PRIX.....	6
4. CONDITIONS DE PAIEMENT	6
4.1 GENERALITES.....	6
4.2 AVANCE	7
4.3 ACOMPTE.....	7
4.4 SOLDE.....	8
4.5 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	8
4.6 PAIEMENTS DE COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS	9
5 DELAIS - LIVRAISONS - PENALITES	10
5.1 CONTENU DES DELAIS.....	10
5.2 DEFINITION DES DELAIS	10
5.3 LIVRAISON DES FOURNITURES ET EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
5.4 PENALITES.....	11
6 CONDITIONS D’EXECUTION.....	11
6.1 RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	11
6.2 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	11
6.3 NORMES.....	11
6.4 ASSURANCE QUALITE DES FOURNITURES	12
6.5 DECISIONS APRES VERIFICATIONS – ADMISSION	12
7 GARANTIES	13
8 SOUS-TRAITANCE.....	13
8.1 SOUS-TRAITANTS A PAIEMENT DIRECT.....	13
8.2 AGREMENT DES SOUS-TRAITANTS	13
9 SECURITE ET PROTECTION DU SECRET	13
9.1 OBLIGATION DE DISCRETION - MESURES DE SECURITE.....	13
10 PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	14
11 OBLIGATIONS PARTICULIERES	14
11.1 OBLIGATIONS COMPTABLES	14
11.2 RETENUE DE GARANTIE.....	14
11.3 APPLICATION DE REACH (REGISTRATION EVALUATION AUTORISATION AND RESTRICTION OF CHEMICALS)	14
11.4 PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT	15
11.5 ASSURANCES	16

12	CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES	16
12.1	PERSONNES HABILITEES.....	16
12.2	RESILIATION.....	17
12.3	NANTISSEMENT	17
12.4	MESURES DE PREVENTION CONCERNANT LES PRESTATIONS EFFECTUEES DANS UN ORGANISME DE LA DEFENSE PAR UNE ENTREPRISE EXTERIEURE	17
12.5	INFRACTIONS A LA LEGISLATION FISCALE	17
12.6	RESPECT DU DROIT DU TRAVAIL	17
12.7	TRIBUNAUX COMPETENTS	19
12.8	NOTIFICATION DU MARCHE	19
12.9	SERVICE LIQUIDATEUR, ORDONNATEUR ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE	19
12.10	OBLIGATIONS DIVERSES	21
13	DEROGATIONS	21

Numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par
l'application informatique « CHORUS » : D2035Z3083
Numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044

Annexe 1 : Procès-verbal de constat de droits à paiement d'acomptes
Annexe 2 : Plan d'acomptage

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS

1.1. Documents contractuels régissant le marché

Le marché est régi par les documents contractuels ci-après cités dans l'ordre de priorité décroissante :

1.1.1. Acte d'engagement/CCAP

- l'acte d'engagement, signé par les représentants du pouvoir adjudicateur et du titulaire¹
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, *(seul le CCAP conservé par l'administration fait foi)*

1.1.2. Annexe(s) particulière(s)

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)¹ référence n° 163/Siaé/AIA-CP/8150/24/NP SI du V0 du 09/01/2025 et qui contient les exigences techniques du pouvoir adjudicateur, *(seul le CCTP conservé par l'administration fait foi)*

1.1.3. Cahier des clauses administratives communes (CAC)

- le cahier des clauses administratives communes « Armement », version 3 du 14 janvier 2022, approuvé par décision n° 01D22010532/ARM/DGA/DO du 18 février 2022 (Bulletin officiel des armées, édition chronologique n° 38 du 20 mai 2022)²,

Les dérogations au CAC sont listées à l'article 13 du présent CCAP. A défaut, les dispositions du CAC s'appliqueront.

1.1.4. La proposition technique du titulaire du marché pour tout ce qui n'est pas contraire aux documents contractuels du marché.

1.1.5. Actes spéciaux de sous-traitance

- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché.

¹ Document joint

² Document non joint mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance

2. OBJET – DESIGNATION - PRIX

2.1. Objet du marché

Etude et fourniture d'un support baie pour pot vibrant au profit de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique (AIA) de Cuers-Pierrefeu.

Les travaux sont spécifiés dans le CCTP et comprennent notamment :

- La fourniture de la définition détaillée du support de la baie,
- La fourniture d'un support et de l'outillage associé,
- La fourniture de la documentation,
- La livraison d'un support et de son outillage au centre d'essais.

2.2. Désignation des prestations

2.2.1. Prix

Le titulaire s'engage à réaliser les fournitures et prestations associées suivant le montant global forfaitaire de l'acte d'engagement défini à l'acte d'engagement.

2.2.2. Type/Allotissement, volume et durée

Le marché n'est pas alloti.

Les prestations du marché sont réparties en 2 postes définis comme suit :

Poste 1 : Elaboration et fourniture du dossier technique

Poste 2 : Confection, fourniture et livraison du support et des livrables associés

La durée du marché ordinaire à quantité fixe débute à compter de la date de notification de l'ordre de service et s'achève le dernier jour de la garantie contractuelle dans les conditions prévues à l'article 7 ci-après.

Des marchés complémentaires de fournitures destinés soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations d'usage courant, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes pourront être négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables en vertu de l'article R.2322-8 du code de la commande publique.

3. CARACTERE DES PRIX

3.1 Contenu des prix et formalités douanières

3.1.1 Contenu des prix

Les prix des prestations définies ci-avant comprennent tous les frais afférents aux opérations suivantes, notamment :

- à la fourniture du dossier de définition
- à la fourniture du support et de l'outillage associé si nécessaire
- à la livraison, à l'installation,
- au conditionnement, à la livraison jusqu'au lieu de livraison, au déchargement,
- à la fourniture de la documentation associée,
- à l'assurance,
- aux garanties définies à l'article 7 ci-après.

3.1.2 Formalités douanières

Si les fournitures ne sont pas issues de France et si le titulaire est étranger, les formalités douanières sont assurées par DGA/DP/SCGC/SEREBC/DEA - 16 bis avenue Prieur de la Côte d'Or - 94117 – ARCUEIL.

Ce service est le consignataire identifié dans les documents d'accompagnement. Le titulaire informera DGA/DP/SCGC/SEREBC/DEA des modalités et de la date de livraison des fournitures facturées hors taxes.

Le taux de droits de douane à appliquer sera celui en vigueur à la date du fait générateur. L'incoterm applicable est le DDP.

3.2 Date d'établissement des prix

Les prix initiaux du marché figurant dans l'acte d'engagement sont **établis aux conditions économiques de la date limite de remise de l'offre finale, soit le mois de 2025 (à remplir par l'administration).**

3.3 Type et Forme des prix

Les prix initiaux du marché figurant dans l'acte d'engagement sont forfaitaires.

Ces prix initiaux sont définitifs.

Les prix du marché sont fermes, éventuellement actualisables dans les conditions prévues ci-dessous.

3.4 Actualisation des prix

Si plus de 3 (TROIS) mois s'écoulent entre la date des conditions économiques indiquée à l'article 3.2 ci-avant et la date de début d'exécution des prestations, les prix du marché seront actualisés à une date antérieure de 3 (TROIS) mois à la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation des prix se fera à l'aide de la formule suivante :

$$P1 = P0 [0,70 \text{ SwIME } 1 / \text{SwIME } 0 + 0,30 \text{ PsdL } 1 / \text{PsdL } 0]$$

dans laquelle :

P1 = prix actualisé

P0 = prix de base du marché établi aux conditions économiques indiquées à l'article 3.2 supra.

Les indices 0 sont lus aux conditions économiques à l'article 3.2 du CCAP

Les indices 1 sont lus à la valeur de l'indice définitif paru à la date antérieure de trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

SwIME = valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé tous salariés des industries mécaniques et électriques – Référence INSEE 001565183, lue sur le site internet de l'insee : <https://www.insee.fr/fr/information/2860814>

La source de lecture de l'indice PsdL est le site internet du portail des achats du Ministère des Armées : <http://www.armement.defense.gouv.fr>

A défaut de valeur connue, les indices sont lus à la valeur du dernier indice définitif paru à la date d'actualisation.

4. CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 Généralités

Les demandes de paiement d'acompte et de solde doivent être visées et adressées au service liquidateur par le titulaire (ou le mandataire en cas de cotraitance) et, dans le cas de cotraitance, correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement.

Les paiements dus au titulaire et à l'(aux) éventuel(s) sous-traitant(s) à paiement direct au titre du marché s'effectuent selon les modalités définies au présent article et à l'(aux) éventuelle(s) annexe(s) à l'acte d'engagement relative(s) à la sous-traitance.

4.1.1 Application de la TVA

Dans le cas d'un titulaire Français, les prestations exécutées au titre du présent marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur. Ce taux est, à titre indicatif, de 20,00 % à la date de notification du marché.

La taxe sur la valeur ajoutée est exigible à l'encaissement pour l'ensemble du marché.

Le montant de la TVA relatif au montant HT du solde, évolutions de prix incluses s'il y a lieu, sera payé avec le solde.

4.1.2 Paiement de la TVA pour les fournitures provenant de l'étranger

Dans le cas de fournitures provenant de l'étranger, le contrat est établi hors taxes. Celles-ci seront payées directement par le service gestionnaire:

- auprès de la direction générale des finances publiques (DGFIP) si les fournitures proviennent d'un état membre de l'union européenne,
- auprès du bureau des douanes concerné si les fournitures proviennent d'un état non membre de l'union européenne.

4.2 Avance

En application des dispositions des articles R.2391-1 à R2391-7 du code de la commande publique et notamment :

- si le montant du marché est supérieur à 250 000 € HT, **(50 000 € H.T dans le cas d'une PME)**
- si la durée du marché est supérieure à 3 mois, **(2 mois dans le cas d'une PME)**
- si le titulaire ne déclare pas renoncer au bénéfice de l'avance,

Il est versé au titulaire et le cas échéant à chacun des co-traitants, dont la répartition est définie dans l'acte d'engagement, dans le délai maximal fixé à l'article 4.5 ci-après, une avance égale à 5 % - du poste 1 uniquement - **(30 % dans le cas d'une PME)** du montant initial TTC (si titulaire français) ou HT (si titulaire étranger) du marché (hors sous-traitance éventuelle à paiement direct).

4.3 Acomptes

Sur sa demande écrite et après visa par l'organisme chargé de constater l'avancement des prestations, le titulaire (ou chacun des cotraitants) a droit dans les conditions indiquées ci-après au versement (de sa part respective si cotraitants et dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement) des acomptes figurant dans le tableau **en annexe 2** et qui sont fixés en pourcentage du prix initial TTC du lot de liquidation financière concerné fixé à l'article 4.4.1 ci-après.

Les échéances indiquées au tableau **en annexe 2** sont celles d'ouverture du droit à acompte dans l'hypothèse d'un déroulement normal de l'exécution du marché.

Elles sont comptées en mois calendaires, mois de congés compris, à partir de :

- la date de notification du marché,
- ou de l'ordre de service, le cas échéant.

Conformément aux dispositions des articles R.2391-16 et R.2391-17 du code de la commande publique, ces acomptes pourront être versés mensuellement comme indiqué dans le tableau de **l'annexe 2** du CCAP.

Si l'organisme chargé du constat observe que l'avancement réel des prestations est en retard par rapport à l'avancement contractuel, il peut réduire le montant de l'acompte prévu contractuellement à la valeur de l'avancement réel des prestations.

En cas d'absence totale d'avancement, il peut repousser la date d'ouverture du droit à acompte jusqu'à la première échéance qui suivra le constat d'un avancement des prestations correspondant à l'acompte suspendu.

Demande de paiement d'acompte :

Les demandes de paiement d'acompte, procès-verbal de constat de droits à paiement d'acomptes (PVCA) via le formulaire **en annexe 1** et facture d'acompte, sont transmises par le titulaire (ou le mandataire) dans les conditions définies à l'article 12.9 ci-après.

Pour faciliter le traitement de la demande d'acompte, le titulaire peut adresser préalablement le PVCA au responsable de suivi du contrat (RSC) de l'AIA concerné, identifié au verso de la page de garde du marché, qui lui en renverra une copie une fois visé par le représentant du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, c'est le PVCA signé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui sera joint à la facture.

En cas de cotraitance, les demandes de paiement d'acompte doivent correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement.

4.4 Solde

4.4.1 Définition des lots de présentation aux opérations de vérification et de liquidation financière

Chaque poste constitue un lot de présentation aux opérations de vérification et un lot de liquidation financière.

4.4.2 Paiement du solde du lot de liquidation financière

Le solde du lot de liquidation financière sera payé après admission de l'ensemble des fournitures et prestations correspondantes.

4.4.3 Demande de paiement de solde

Les demandes de paiement de solde sont adressées par le titulaire (ou le mandataire) par voie dématérialisée au service liquidateur désigné à l'article 12.9 ci-après accompagnées de la décision d'admission qui lui aura été notifiée par le pouvoir adjudicateur. En cas de cotraitance, les demandes de paiement de solde doivent correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement.

Toutefois, si aucune décision n'est notifiée au titulaire (ou au mandataire) dans le délai de vérification prévu à l'article 6.4.4 ci-après, plus 2 (DEUX) jours, le titulaire peut envoyer sa demande de paiement sans la décision d'admission.

Les factures (demandes de paiement de solde) doivent comprendre :

- la date d'émission de la facture,
- la raison sociale de l'entreprise,
- le numéro d'identification SIRET,
- la domiciliation des paiements,
- le numéro du marché,
- l'objet succinct du marché,
- le cas échéant, le numéro du bordereau de livraison.

4.5 Délai global de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché est fixé à 30 jours maximum.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, le service liquidateur versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions et aux taux fixés à l'article R.2192-31 appelé par l'article R.2392-10 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions dudit code, le point de départ du délai global de paiement est fixé comme suit :

- **pour l'avance**, la date de notification du marché,
- **pour les acomptes**, la date la plus tardive entre :
 - la date de réception par le service liquidateur de la facture d'acompte du titulaire (ou du mandataire en cas de co-traitance) accompagnée de la copie du PVCA,
 - la date d'ouverture du droit à acompte,
- **pour le solde** et les éventuels règlements partiels définitifs, la date de réception par le service liquidateur du maître d'ouvrage du décompte général et définitif du titulaire ou et/ou du co-traitant, accompagné de la décision notifiée au titulaire portant date d'effet de l'admission des prestations comme indiquée à l'article 6.5.3 ci-après. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire (ou au mandataire) dans le délai prévu à l'article 6.4.4 ci-après, plus 2 (DEUX) jours, le titulaire (ou le mandataire) sera en droit d'envoyer sa facture en mentionnant qu'il certifie n'avoir reçu aucune notification de décision du pouvoir adjudicateur. La date de réception de la facture par le service liquidateur constitue alors le point de départ du délai de paiement.
- **pour l'actualisation** des prix, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le service liquidateur et validation par le pouvoir adjudicateur ou son représentant de la demande du titulaire.

4.6 Paiements de cotraitants et sous-traitants

4.6.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R2393-27 du code de la commande publique ;

Pour chaque sous-traitant de premier rang présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées aux articles L.2341-1 à L2341-7 du code de la commande publique ;

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- le compte à créditer ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2391-28 du code de la commande publique ;
- le comptable assignataire des paiements.

Pour chaque sous-traitant de second rang, NE BENEFICIAINT PAS DU PAIEMENT DIRECT, et présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire se conformera aux dispositions de l'article R.2393-27 du code de la commande publique. Il remet contre récépissé ou adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, un acte spécial, annexée à l'acte d'engagement, comprenant les éléments énumérés ci-dessus.

De plus, le titulaire doit établir qu'une cession ou un nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant, soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

4.6.2 Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs qui a conclu le contrat de sous-traitance, et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

5 DELAIS - LIVRAISONS - PENALITES

5.1 Contenu des délais

Les délais prévus au marché s'entendent en jours calendaires, périodes de congés annuels comprises et sont indiqués dans l'acte d'engagement. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire et de ses éventuels sous-traitants.

Le service technique remettra un planning prévisionnel de fermeture de l'Atelier industriel de l'aéronautique de Cuers, retenu pour la neutralisation des délais.

5.2 Définition des délais

Les délais fixés à l'acte d'engagement s'entendent :

- Poste 1 : Elaboration et fourniture du dossier technique

A compter de la date de notification de l'ordre de service et comme délai de présentation aux opérations de vérification.

- Poste 2 : Confection, fourniture et livraison du support et des livrables associés

A compter de la date d'admission du poste 1 et comme délai de présentation aux opérations de vérification.

5.3 Livraison des fournitures et exécution des prestations

La livraison du matériel s'effectue le site suivant :

DGA Techniques Aéronautiques
47, rue Saint Jean
31 131 BALMA

Dans le cas d'une livraison par transporteur, ce dernier devra signer un protocole de sécurité pour chargement/déchargement qui lui sera présenté et commenté à l'accueil, lors de formalités obligatoires d'entrée sur le site.

Si le transport est fait par un transporteur, à l'arrivée sur le lieu de destination, la personne publique fera les réserves d'usage auprès du transporteur, en lieu et place du titulaire, dans les formes et les délais prévus à l'article L 133-3 du Code de Commerce (trois jours hors jours fériés), avec copie au titulaire.

5.3.1 Livraison des documents

Les documents à fournir par le titulaire au titre du marché sont indiqués au § 3.8.4.3 du cahier des clauses techniques particulières, au service suivant :

Division Pole Conception de l'Atelier Industriel de l'AIA CP

La lettre ou le bordereau d'envoi des documents qui conditionnent l'ouverture des droits à paiement doit porter la mention "Pièce justificative de paiement".

5.4 Pénalités

Si les délais définis à l'article 5 ci-dessus sont dépassés, les pénalités pour retard seront calculées, par dérogation à l'article 27.1 du CAC Armement, selon la formule suivante :

$$P = V * R/1000$$

Dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = valeur pénalisée en euros HT (montant du poste)

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Par dérogation à l'article 27.1 du CAC Armement, le décompte de pénalités est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations au pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai de 15 jours, à défaut de réponse, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités, et sont applicables par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 27.1 du CAC Armement, le titulaire est exonéré des pénalités si leur montant cumulé est inférieur à 1 000 € pour l'ensemble du marché.

6 CONDITIONS D'EXECUTION

6.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité de livrer un produit conforme selon les clauses du présent marché (cf. article 1 ci-avant).

Il doit :

- obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis,
- donner une visibilité satisfaisante sur les processus qu'il met en œuvre (cf. article 6.5.2 ci-après).

Le résultat demandé est défini dans le cahier des clauses techniques particulières cité à l'article 1.1.2 ci-avant.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour se prémunir des dommages éventuels aux matériels du SIAé qui pourraient lui être confiés.

6.2 Clauses techniques particulières

Les prestations doivent satisfaire aux exigences du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), mentionné à l'article 1.1.2 du présent marché.

6.3 Normes

Les normes applicables sont celles définies au CCTP ou à toute autre référence accessible au pouvoir adjudicateur dont le titulaire devra démontrer l'équivalence, en termes de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter du pouvoir adjudicateur.

Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord du pouvoir adjudicateur pour utiliser :

- de nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution du contrat, à la place de celles citées au contrat,

- des normes d'indice autre que celui cité au contrat,
et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des prestations contractuelles.

Il est de la responsabilité du titulaire d'alerter le PA de l'arrivée d'une nouvelle norme à appliquer.

6.4 Assurance qualité des fournitures

L'Assurance Qualité des Fournitures (AQF) est le processus par lequel l'autorité compétente (cf. article 6.5.1 ci-après) s'assure de la satisfaction des exigences contractuelles en matière de qualité.

6.4.1 Autorité responsable de l'AQF

Dans le cadre du présent marché, l'autorité qui assume les missions de l'autorité chargée des opérations de vérification préalables à l'admission est appelée « autorité responsable de l'assurance qualité des fournitures ».

L'autorité responsable de l'AQF est le chef du département qualité contrôle de l'AIA de Cuers-Pierrefeu pour l'ensemble du marché.

6.4.2 Consistance de l'AQF

Les exigences d'assurance de la qualité des fournitures, prescrites dans le CCTP, définissent :

- les preuves que le titulaire doit associer à ses fournitures afin de démontrer, à l'autorité responsable de l'AQF, leur qualité et l'efficacité des processus qui leur sont associés,
- le degré de visibilité que le titulaire doit donner sur les processus qu'il met en œuvre à l'autorité responsable de l'AQF.

6.4.3 Exercice de l'AQF

Les dispositions particulières relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées dans le CCTP mentionné à l'article 1.1.2 ci-avant.

6.4.4 Délais pour les opérations de vérification et pour la notification des décisions.

Conformément aux dispositions de l'article 30 du CAC Armement, l'organisme chargé de prononcer la décision de réception dispose de 30 (trente) jours à compter de la date de présentation aux opérations de vérification, pour effectuer ces opérations et prononcer sa décision. Passé ce délai, la décision de réception des prestations est réputée acquise.

Pendant la période de fermeture des établissements du pouvoir adjudicateur, les délais définis pour que l'organisme prononce sa décision seront neutralisés.

6.5 Décisions après vérifications – Admission

6.5.1 Autorité chargée de prononcer la décision à l'issue des vérifications

Par dérogation aux dispositions de l'article 29.1 du CAC Armement, l'autorité chargée de prononcer la décision de réception est, par délégation de l'autorité habilitée à signer les contrats, le Responsable de la Division Pôle Conception (PC).

6.5.2 Lieu du prononcé de la décision

La réception sera prononcée à destination pour l'ensemble du marché.

6.5.3 Date d'effet de la décision d'admission

La décision d'admission, dès qu'elle est prononcée par l'autorité responsable, est notifiée par celle-ci au titulaire avec copie au service liquidateur.

En cas d'admission, sa date d'effet est la date de notification de la décision d'admission.

A défaut de notification dans les délais impartis aux opérations de vérification, la réception est réputée acceptée conformément au CAC Armement.

7 GARANTIES

Conformément à l'article 34 du CAC Armement, elle est fixée à un an minimum et couvre pièces, main d'œuvre et déplacement, ou le délai fixé par le titulaire dans le §2.2 l'acte d'engagement.

La durée de la garantie débute à compter de la date de réception de la fourniture et des prestations de services associées.

Nota : les rechanges du matériel doivent être facilement approvisionnables pendant toute la durée de vie prévisible du matériel mis en place.

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

8 SOUS-TRAITANCE

Le(s) sous-traitant(s) du titulaire connu(s) à la date de notification du marché fait (font) l'objet d'annexes éventuelles à l'acte d'engagement mentionné à l'article 1.1.1 ci-avant.

Le titulaire a obligation de déclarer la totalité des sous-traitants auxquels il entend recourir en cours d'exécution du marché.

La demande d'acceptation de chaque sous-traitant doit mentionner :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant éventuel des sommes à payer directement au sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire doit également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Les dispositions prévues au marché sont applicables au(x) sous-traitant(s).

8.1 Sous-traitants à paiement direct

8.1.1 Sociétés concernées

L'(les) éventuel(s) sous-traitant(s) objet d'annexe(s) à l'acte d'engagement peut(peuvent) bénéficier, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur aux montants spécifiés à l'article R.2393-33 du code de la commande publique, et si les conditions de paiement du(des) sous-traitant(s) ont été agréées par l'autorité habilitée à signer les contrats, du paiement direct.

8.1.2 Montant(s) sous-traité(s)

L'(Les) éventuel(s) montant(s) payés directement à des sous-traitants sont fixés dans l'(les) annexe(s) à l'acte d'engagement, si elle(s) existe(nt).

8.2 Agrément des sous-traitants

Le présent marché a valeur d'acceptation des éventuels sous-traitants identifiés en annexes à l'acte d'engagement (si elles existent) / au CCAP et d'agrément de leurs conditions de paiement définies dans ces mêmes annexes.

9 SECURITE ET PROTECTION DU SECRET

9.1 Obligation de discrétion - Mesures de sécurité

Le protocole de sécurité est propre à chaque site en fonction des services bénéficiaires ; le titulaire devra s'y conformer.

Le site de l'utilisateur étant classé « point sensible de première catégorie » et « Etablissement à Régime Restrictif », l'accès y est subordonné à un contrôle primaire préalable pour toute personne devant intervenir dans l'enceinte.

Il est procédé systématiquement à une enquête administrative (contrôle primaire) à l'endroit des personnes physiques devant accéder au site dans le contexte de ce marché.
L'officier de sécurité du site refusera l'emploi de toutes personnes n'ayant pas satisfait à ce contrôle.

Nota : l'attention du titulaire est attirée sur les délais importants de réponse de l'enquête administrative. Aussi, il devra communiquer au plus tôt, (via la division d'emploi de l'AIA-CP), le formulaire de contrôle primaire du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations.

Le titulaire s'engage à ne pas sous-traiter des prestations sans autorisation préalable de l'autorité signataire du marché.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjuger des sanctions pénales.

9.2 Accès à un établissement militaire

Pour les prestations du présent marché intéressant la défense, l'entreprise intervenante doit se conformer concernant aux instructions propre au site de livraison.

10 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément aux articles 61 à 70 du CAC Armement.

11 OBLIGATIONS PARTICULIERES

11.1 Obligations comptables

Sans objet

11.2 Retenue de garantie

Il n'est pas procédé à la retenue de garantie prévue par les articles R.2391-21 à R.2391-24 du code de la commande publique.

11.3 Application de REACH (Registration Evaluation Autorisation and Restriction of Chemicals)

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire devra mettre en œuvre les dispositions du règlement REACH et les stipulations contractuelles suivantes :

11.3.1 – Demande d'exemption défense non envisagée par l'autorité signataire du marché

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire fera son affaire des conséquences contractuelles, aussi bien calendaires et financières que techniques, consécutives à l'application du règlement CE n° 1907/2006 « REACH ».

Si le titulaire est dans l'obligation de solliciter auprès de l'organisme compétent une demande d'exemption défense :

- la personne publique pourra refuser de soutenir une telle demande et, dans le cas où le titulaire confirme ne pas pouvoir exécuter le marché sans recourir à une exemption défense, l'autorité signataire du marché pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché pour faute du titulaire, dans les conditions du CAC Armement.

Dans le cas où la personne publique accepterait de soutenir une telle demande, les éventuelles conséquences contractuelles liées à l'instruction de la demande d'exemption défense, et le cas échéant de son refus par les autorités compétentes, feront l'objet d'une négociation entre les parties.

Si les parties ne peuvent trouver un accord sur les conditions de poursuite des prestations affectées, le présent marché ou le (les) poste(s) concerné(s) pourra(ont) être résilié(s) pour événement lié au marché dans les conditions du CAC Armement mentionné à l'article 1 du présent marché. Il ne sera pas versé d'indemnité au titulaire.

11.3.2 – Informations à fournir par le titulaire établi hors Union Européenne : désignation d'un représentant exclusif

Le titulaire établi en dehors de l'Union Européenne s'engage à ce qu'un représentant exclusif soit désigné au plus tard à la date notification du marché, conformément aux dispositions de l'article 8 du règlement CE n° 1907/2006 « REACH ». Ce représentant respectera l'ensemble des obligations applicables aux importateurs au titre du règlement précité et supportera les obligations d'importateur qui pourraient incomber à la personne publique.

Le titulaire informera la personne publique de la désignation de son représentant exclusif et lui fournira toutes les informations nécessaires le concernant et utiles à la bonne exécution du marché. Dans tous les cas, le titulaire demeure personnellement responsable en cas de défaillance de son représentant exclusif.

11.3.3 - Informations sur les substances contenues dans les articles

Obligation de communiquer des informations sur les substances contenues dans les articles :

Pour se conformer à l'article 33 du règlement REACH, le fournisseur d'un article contenant une substance soumise à autorisation et/ou candidate à l'autorisation avec une concentration supérieure à 0,1 % masse/masse fournit au destinataire de l'article les informations suffisantes dont il dispose pour permettre l'utilisation dudit article en toute sécurité et comprenant, au moins, le nom de la substance.

Obligation de communiquer des informations sur les substances et les mélanges, pour le cas des substances telles quelles ou contenues dans les mélanges :

En application de l'article 31 du règlement REACH et de l'article R4411-73 du code du travail, les substances ou mélanges dangereux doivent être livrés avec leur Fiche de données de sécurité (FDS) en français à jour au moment de la livraison.

Le titulaire joindra avec les dernières fournitures livrées au titre du présent marché les informations suffisantes dont il dispose ou à défaut une déclaration attestant qu'il n'a pu obtenir de telles informations.

11.4 Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations et les fournitures qu'il réalise au titre du marché respectent les prescriptions législatives et réglementaires applicables en matière d'environnement liées :

- aux hydrocarbures et de préservation du voisinage,
- de sécurité et de santé des personnes (notamment en termes de port des équipements de protection individuels : EPI)
- à l'élimination des déchets issus de l'objet du marché dans les filières appropriées.

Toute évolution de ces prescriptions intervenant postérieurement à la date de remise par le titulaire de sa dernière et meilleure offre et ayant des conséquences contractuelles fera l'objet d'un avenant.

Sur demande du pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché ou pendant la période de garantie des prestations, et en cas de mise en cause de la personne publique, le titulaire devra être en mesure d'apporter des éléments de justification du respect de ces prescriptions et à cet effet il communiquera au pouvoir adjudicateur les éléments de preuve ou les documents utiles qu'il peut détenir ou obtenir.

11.5 Assurances

Le pouvoir adjudicateur n'assure nullement les personnels du titulaire. Il appartient à ce dernier de souscrire les assurances correspondantes afin de les couvrir, aussi bien pour les risques corporels qu'ils pourraient occasionner tant à eux-mêmes qu'à des tiers, que pour les dégâts matériels qu'ils pourraient occasionner dans le cadre de la réalisation des prestations commandées.

De la même façon, lors de l'utilisation prévue au contrat de véhicules, de locaux, de machines ou de matériels appartenant à l'Etat, le titulaire sera tenu d'assurer l'ensemble de ces moyens.

Dans un délai de 15 (QUINZE) jours à compter de la date de notification du présent marché et avant le commencement de la première intervention sur le site du pouvoir adjudicateur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance de leurs personnels, et en tant que besoin, des moyens matériels mis à leur disposition,
- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du code civil.

12 CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

12.1 Personnes habilitées

Le directeur de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu (AIA CP) et les sous-directeurs de l'AIA CP sont habilités à émettre toutes décisions, au titre du présent marché, relatives :

- aux décisions de prolongation de délai,
- aux décisions d'octroi de sursis de livraison,
- aux décisions d'exonération de pénalités,

dans la limite de leur compétence.

Il est précisé que toutes les demandes doivent être adressées au service suivant :

ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE CUERS PIERREFEU
Département Achats (DHA)

BP 80
83 390 CUERS

Ou par mail à l'acheteur concerné en charge de la passation

12.2 Résiliation

Le marché pourra faire l'objet d'une résiliation dans les cas prévus aux articles 35 à 40 du CAC Armement.

12.3 Nantissement

Il est délivré au titulaire, à sa demande, une copie au présent marché ou un certificat de cessibilité, pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance.

Sur demande de la société concernée, il est délivré :

- au titulaire une copie au présent marché ou un certificat de cessibilité,
- au(x) sous-traitant(s) admis au paiement direct une copie de l'original du présent marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial prévu à l'article R.2391-40 du code de la commande publique.

Pour en permettre le nantissement, le montant du marché peut être réparti entre :

- titulaire et sous-traitants,
- cotraitants,
- cotraitants et sous-traitants

selon leurs parts respectives indiquées dans l'acte d'engagement ou dans l'annexe de sous-traitance.

12.4 Mesures de prévention concernant les prestations effectuées dans un organisme de la Défense par une entreprise extérieure

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'instruction [n° 300611/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998], relative aux mesures de prévention concernant les prestations effectuées dans un organisme de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures, et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur ; il s'engage à faire connaître à celui-ci les informations prévues aux paragraphes 1.5 et 3.5 de cette instruction. Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

12.5 Infractions à la législation fiscale

Dans le cas d'un titulaire français et sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses torts exclusifs, le titulaire affirme pour lui-même et ses éventuels sous-traitants mentionnés dans les éventuelles annexes de l'acte d'engagement :

- qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L.2341-1 à L.2341-5 du code de la commande publique,
- qu'il ne lui a été notifié aucune décision d'exclusion des marchés du ministère des armées.

Dans le cas d'un titulaire étranger, le titulaire atteste sur l'honneur qu'il est en règle avec la législation en vigueur dans son pays.

Le titulaire atteste en outre l'exactitude des renseignements prévus à l'article R.2343-3 du code de la commande publique. En cas d'inexactitude, le pouvoir adjudicateur pourra résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts du titulaire.

12.6 Respect du droit du travail

12.6.1 Déclaration du titulaire

Dans le cas d'un titulaire français, le titulaire déclare sur l'honneur :

- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1, L.3243-2, L.1221-10 à L.1221-13 et L.1221-15 du code du travail,
- s'acquitter de ses obligations au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail réprimant le travail clandestin.

Dans le cas d'un titulaire étranger, le titulaire déclare que le travail sera réalisé dans un pays disposant d'une législation relative à la lutte contre le travail clandestin et par des salariés employés régulièrement au regard de cette législation. A la demande de l'Etat, le titulaire fournira les textes de législation correspondants dans un délai de 30 (TRENTE) jours.

De plus, le titulaire s'engage à produire tous les 6 (SIX) mois, pendant la durée du marché, les documents visés à l'article R.2343-9 du code de la commande publique.

Par ailleurs, sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur. La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

12.6.2 Application des articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail

Si le titulaire ne remet pas au pouvoir adjudicateur, de la date de notification du présent marché jusqu'à la fin de son exécution et selon une cadence n'excédant pas 6 (SIX) mois, les documents prévus aux articles :

- D 8222-5 du code du travail pour les titulaires établis en France,
- D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail pour les titulaires établis à l'étranger,

le pouvoir adjudicateur pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 1 (UN) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'envoi des documents pourra être effectué au titre de l'ensemble des marchés notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur et en cours d'exécution. Le titulaire fournira avec ses documents la liste des marchés concernés.

12.6.3 Sous-traitants

Le titulaire s'engage à répercuter les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants.

Pour les sous-traitants étrangers ces obligations seront répercutés au regard de la législation du pays qui leur est applicable.

12.6.4 Salariés de l'entreprise effectuant des prestations dans un organisme des armées

Les salariés de l'entreprise qui pourraient être amenés à effectuer des prestations dans un organisme des armées demeureront à tous égards salariés du titulaire et resteront assujettis à l'ensemble des droits et obligations (notamment horaires) définis par leur entreprise dans le strict respect de la législation du travail.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

12.6.5 Respect du droit social

Le titulaire (les cotraitants) et/ou les sous-traitants non établis en France et détachant temporairement en France des salariés pour l'exécution de ce contrat est (sont) soumis au droit social français qui lui (leur) est applicable, entre autres aux articles L1262-1 à 5 du code du travail, et particulièrement à l'article L1262-4.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, il(s) est (sont) tenu(s) d'adresser, avant le début des prestations et des détachements, les déclarations préalables de détachement prévues aux articles R1263-3, R1262-4 et R1263-6 à l'Inspection du Travail des Armées (Fax de l'ITA : n°00 33 142 197 475) avec copie au pouvoir adjudicateur.

Par ailleurs, s'agissant des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, le titulaire (les cotraitants) et/ou les éventuels sous-traitants doit (doivent) présenter une liste nominative précisant pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste devra impérativement être complétée si l'entreprise décide, en cours d'exécution du contrat, d'employer du personnel étranger, non prévu à l'origine, soumis à autorisation de travail.

12.7 Tribunaux compétents

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

12.8 Notification du marché

Si la date de notification du présent marché intervient après la date de fin de validité de l'offre indiquée à l'article 5.3 de l'acte d'engagement, le titulaire disposera de 10 (DIX) jours, à compter de cette date de notification, pour refuser d'exécuter le présent marché. Passé ce délai, il sera tenu d'exécuter le marché dans ses conditions.

12.9 Service liquidateur, ordonnateur et comptable assignataire

Le service liquidateur, chargé de vérifier la réalité des créances et d'arrêter le montant du paiement est :

La sous-direction des affaires financières (SDAF)
Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
BP 80
83390 CUERS

Adresse fonctionnelle : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

L'ordonnateur secondaire chargé d'émettre le mandat est :

Monsieur le Directeur
Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
BP 80
83390 CUERS

Par ailleurs, l'autorité chargée de fournir au titulaire du marché, ainsi qu'au bénéficiaire de cession ou de nantissement de créance résultant du présent marché ou d'une transmission au titre de l'article R.2391-28 du code de la commande publique, les documents prévus par l'article R.2191-60 dudit code (état sommaire des prestations effectuées, décompte des droits constatés et des paiements intervenus) est le directeur de l'AIA de Cuers-Pierrefeu (autorité habilitée à signer les contrats).

Le comptable assignataire chargé des paiements et auquel doivent être adressées, quelle que soit leur forme, en application de l'article R.2191-58 dudit code, les notifications de cession de créance, est :

Monsieur l'agent comptable
SERVICES INDUSTRIELS DE L'ARMEMENT
11 rue du Rempart
Le Vendôme III
93196 NOISY LE GRAND CEDEX

12.9.1 Présentation des factures

Les factures (demandes de paiement d'acompte ou de solde) doivent comprendre :

- la raison sociale de l'entreprise,
- le numéro d'identification SIRET,
- la domiciliation des paiements,
- le numéro du marché,
- le cas échéant, le numéro du bordereau de livraison.

Les factures de demande de paiement de solde devront en outre faire apparaître le montant des acomptes déjà versés et le restant dû à payer.

12.9.2 Transmission des factures par voie dématérialisée

Plus aucune facture ne peut être adressée par voie postale, chaque société titulaire d'un marché doit transmettre les documents par la plateforme CHORUS PRO dont les démarches sont indiquées ci-dessous.

L'ensemble du service proposé **est gratuit** via <https://chorus-pro.gouv.fr>

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation une aide technique est proposée et mise à disposition via la hotline chorus (04.77.78.39.57).

Conformément au décret 2019-748 du 18/07/2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises sous forme dématérialisée, outre les mentions obligatoires prévues par ledit décret, comportent :

- 1- Les mentions prévues à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts
- 2- Le numéro de l'engagement juridique (EJ) généré par l'application informatique « CHORUS »
- 3- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application informatique «CHORUS » : D2035Z3083
- 4- Le numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044

Les informations relatives aux 2 et 3 sont indiquées sur chaque marché et/ou bon de commande adressé au fournisseur.

Les informations des 3 et 4 sont également indiquées en page de garde du présent CCAP. Dès lors qu'il a choisi la voie dématérialisée via la solution du portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), le titulaire dispose de trois modes de transmission des factures :

- 1) Saisie des factures en ligne (- de 100 factures par an)
- 2) Dépôt des factures en PDF (entre 100 et 1000 factures par an)
- 3) Via l'EDI (échanges de données informatisées): transmission des factures directement à l'Etat ou par le biais d'opérateurs de dématérialisation en automatisant les flux (+ de 1 000 factures/an).

Chaque opérateur économique peut consulter à cette même adresse l'état d'avancement de ses factures transmises sous forme dématérialisée (natif ou duplicatif).

Pour toute question liée à la facturation, contacter uniquement à l'adresse courriel suivante :
Adresse fonctionnelle : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

Pour faciliter le traitement de votre mail, mentionner dans l'objet du message le numéro de marché, de la commande et le numéro d'engagement juridique (EJ).
Les mails adressés à une autre adresse courriel ne seront pas traités.

12.10 Obligations diverses

Le titulaire est tenu d'informer sans délai le pouvoir adjudicateur des modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché. Le titulaire devra notamment informer le pouvoir adjudicateur de l'ouverture, à son encontre, d'une procédure de sauvegarde en application de l'article L620 du code de commerce. Cette information devra être communiquée dans les 5 jours suivants l'ouverture de la procédure.

Le titulaire doit informer les services suivants et leur transmettre les éventuels documents justificatifs :

Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
Département Achats (DHA)
BP 80
83390 CUERS

Ou par mail à l'acheteur concerné en charge de la passation

La sous-direction des affaires financières (SDAF)
ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE
DE CUERS PIERREFEU
BP 80
83 390 CUERS
aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

13 DEROGATIONS

L'article 5.4 ci avant déroge à l'article 27.1 du CAC Armement.

L'article 6.5.1 déroge à l'article 34 du CAC Armement.

**ANNEXE 1
PV DE CONSTAT
De droits au paiement
d'acomptes**

**PROCES - VERBAL DE CONSTAT
de droits à paiement d'acomptes**

Service liquidateur : AIA CUERS-PIERREFEU

Référence du marché :

N° du bon de commande ou du marché :

N° du lot (le cas échéant) :

Prestation ou matériel concerné :

Fournisseur (raison sociale et adresse) :

Le soussigné,
demande, pour les motifs exposés ci-après, la délivrance d'un paiement de : %
représentant un montant de : EURO payable en EUROS

Montant en toutes lettres :

.....

et certifie que :

- les justifications ci-jointes présentées sont bien exactes et se rapportent exclusivement à l'exécution du marché ci-dessus,
- les conditions imposées par le Décret des Marchés Publics et les clauses du marché pour ouvrir droit au paiement demandé sont bien remplies.

A, le

Le titulaire du marché précité,

Motifs de la demande et justifications selon documents ci-joints :

Pièces jointes :

Je soussigné,

Chef du Département de la Qualité et du Contrôle de (cocher la case correspondante) :

☐ AIA ☐ AIA ☐ AIA ☐ AIA ☐ AIA
 AMBERIEU BORDEAUX CLERMONT-FERRAND CUERS-PIERREFEU BRETAGNE

Assisté de :

Atteste par le présent procès-verbal que, sous déduction des droits antérieurement acquis, les conditions de délivrance du paiement demandé ci-dessus :

- ont fait l'objet des constats et vérifications jugés nécessaires.
- sont conformes au Décret des Marchés Publics et aux clauses générales et particulières du marché susvisé.

A, le

Diffusion AIA concerné : service finances (original + 1 duplicata) - service chargé du suivi de l'exécution du marché (1 duplicata)
- service achat (1 duplicata)

**ANNEXE 2
PLAN
D'ACOMPTAGE**

VERSEMENTS MENSUELS

Durée (D) d'exécution du lot de liquidation	Echéancier en mois											Total de tous les acomptes
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
1 mois < D ≤ 2 mois	50 %											50 %
2 mois < D ≤ 3 mois	30 %	30 %										60 %
3 mois < D ≤ 4 mois	20 %	20 %	20 %									60 %
4 mois < D ≤ 5 mois	15 %	15 %	15 %	15 %								60 %
5 mois < D ≤ 6 mois	12 %	12 %	12 %	12 %	12 %							60 %
6 mois < D ≤ 7 mois	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %						60 %
7 mois < D ≤ 8 mois	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %					63 %
8 mois < D ≤ 9 mois	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %				64 %
9 mois < D ≤ 10	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %			63 %
10 mois < D ≤ 11	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %		60 %
11 mois < D ≤ 12	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	66 %
12 mois < D ≤ 13	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	...
13 mois < D ≤ 14	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	...
14 mois < D ≤ 15	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
15 mois < D ≤ 16	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
16 mois < D ≤ 17	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
17 mois < D ≤ 18	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
18 mois < D ≤ 19	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
19 mois < D ≤ 20	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
20 mois < D ≤ 21	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
21 mois < D ≤ 22	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
22 mois < D ≤ 23	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
23 mois < D ≤ 24	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...

VERSEMENTS MENSUELS (SUITE)

Durée (D) d'exécution du lot de liquidation	Echéancier en mois												Total de tous les acompte s
	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	
1 mois < D ≤ 2 mois													50 %
2 mois < D ≤ 3 mois													60 %
3 mois < D ≤ 4 mois													60 %
4 mois < D ≤ 5 mois													60 %
5 mois < D ≤ 6 mois													60 %
6 mois < D ≤ 7 mois													60 %
7 mois < D ≤ 8 mois													63 %
8 mois < D ≤ 9 mois													64 %
9 mois < D ≤ 10													63 %
10 mois < D ≤ 11													60 %
11 mois < D ≤ 12													66 %
12 mois < D ≤ 13	5 %												60 %
13 mois < D ≤ 14	5 %	5 %											65 %
14 mois < D ≤ 15	4 %	4 %	4 %										56 %
15 mois < D ≤ 16	4 %	4 %	4 %	4 %									60 %
16 mois < D ≤ 17	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %								64 %
17 mois < D ≤ 18	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %							68 %
18 mois < D ≤ 19	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %						54 %
19 mois < D ≤ 20	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %					57 %
20 mois < D ≤ 21	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %				60 %
21 mois < D ≤ 22	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %			63 %
22 mois < D ≤ 23	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %		66 %
23 mois < D ≤ 24	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	69 %

VERSEMENTS TRIMESTRIELS

Durée (D) d'exécution du lot de liquidation	Echéancier en trimestres							Total
	1	2	3	4	5	6	7	
3 mois < D ≤ 6 mois	50 %							50 %
6 mois < D ≤ 9 mois	30 %	30 %						60 %
9 mois < D ≤ 12 mois	20 %	20 %	20 %					60 %
12 mois < D ≤ 15 mois	15 %	15 %	15 %	15 %				60 %
15 mois < D ≤ 18 mois	12 %	12 %	12 %	12 %	12 %			60 %
18 mois < D ≤ 21 mois	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %		60 %
21 mois < D ≤ 24 mois	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	63 %

VERSEMENTS SEMESTRIELS

Durée (D) d'exécution du lot de liquidation	Echéancier en semestres				Total
	1	2	3	4	
3 mois < D ≤ 6 mois	50 %				50 %
6 mois < D ≤ 12 mois	40 %	40 %			80 %
12 mois < D ≤ 18 mois	25 %	25 %	30 %		80 %
18 mois < D ≤ 24 mois	20 %	20 %	20 %	20 %	80 %